



Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

## La conférence de Bruxelles (novembre 1937) : un Munich pour l'Asie

Yannik van Praag  
Mémoire d'Auschwitz ASBL

*Décembre 2017*

Du 3 au 24 novembre 1937, une conférence internationale se tient au Palais des Académies, à Bruxelles. Elle vise à résoudre le conflit déclenché en juillet de la même année par l'agression japonaise contre la Chine. L'initiative se solde par un fiasco. Un peu moins d'un an avant Munich, les grandes puissances se montrent incapables de s'entendre sur un système de sécurité collective. Tombée désormais dans l'oubli, la conférence de Bruxelles est cependant représentative des dynamiques à l'œuvre sur la scène internationale avant la Seconde Guerre mondiale.



Entrée des troupes japonaises à Pékin, le 13 août 1937

Pour comprendre les débats de novembre 1937, il est nécessaire de revenir brièvement quelques années en arrière. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Extrême-Orient est le théâtre d'importantes tensions, notamment à la suite de la signature du traité de Versailles. Les concessions qui y sont entérinées par les grandes puissances au profit du Japon sont perçues comme exorbitantes par certains, scandaleuses et injustes par d'autres, les

Chinois au premier rang. En Chine, la polémique se cristallise autour du transfert au Japon de la zone d'influence allemande (la province du Shantung), qui atteste le peu de considération que les puissances accordent à l'intégrité du territoire chinois. L'annonce de cette décision crée de vifs remous à travers la Chine durant le printemps 1919. Restée dans l'histoire sous le nom du Mouvement du 4 mai, cette vague de protestation s'inscrit dans la dynamique de restauration nationale qui ébranle la Chine depuis l'instauration de la République en 1912. L'écrivain Han Suyin écrira à son propos : « Pour la Chine, la ligne de façade entre hier et aujourd'hui se dessine le 4 mai 1919. Toute ma génération date de cette année et de ce jour, qui ne signifie rien pour le monde occidental, mais signifie tout pour un quart de l'humanité. »<sup>1</sup>

Par ailleurs, l'opinion américaine n'a pas accepté les concessions faites par le président Wilson à l'Empire nippon. Sa politique conciliante est la cible de vives campagnes aux États-Unis. On l'accuse d'avoir capitulé devant le Japon et de laisser libre cours à sa politique d'expansion en Extrême-Orient. Lorsque les républicains arrivent au pouvoir en 1921, ils veulent brider les ambitions japonaises. Les États-Unis organisent à Washington, de novembre 1921 à février 1922, une conférence internationale qui vise un règlement global des questions du Pacifique et d'Extrême-Orient en même temps qu'un désarmement général, surtout naval.

Le Traité des IX puissances<sup>2</sup> est l'un des textes issus de cette conférence. Il garantit l'intégrité territoriale et administrative de la Chine tout en développant la logique de la porte ouverte, c'est-à-dire laisser son marché accessible à tous les pays intéressés. Il établit donc un cadre pour la concurrence et tente d'entériner un équilibre entre les grandes puissances. Au Japon, ces résultats sont cependant rapidement contestés. Le pays s'estime lésé par rapport à ce qu'il estime être sa zone d'influence naturelle.

### **Bruxelles, novembre 1937**

Malgré les accords signés à Washington, les ambitions hégémoniques du Japon en Extrême-Orient ne vont cesser de croître et l'isoler ainsi davantage sur la scène internationale. Cependant, de l'occupation de la Mandchourie en 1931 à l'offensive en Chine en juillet 1937, la réaction des grandes puissances reste insignifiante.

Lorsque le conflit larvé avec la Chine se transforme en guerre ouverte, le gouvernement chinois adresse un appel à la Société des Nations. Celle-ci condamne l'action du Japon (6 octobre 1937), mais ne le déclare pas « agresseur » et par conséquent n'envisage pas de sanctions.

Les nations qui se réunissent à Bruxelles en novembre<sup>3</sup> ont pour but de trouver des solutions diplomatiques au conflit. La conférence s'ouvre cependant sous de mauvais auspices : le gouvernement japonais décline l'invitation, arguant que la conférence est réunie dans un esprit qui le pointe comme seul fautif.

---

<sup>1</sup> Han Suyin, *Une fleur mortelle*, Paris, Le Livre de Poche, 1967, p. 61

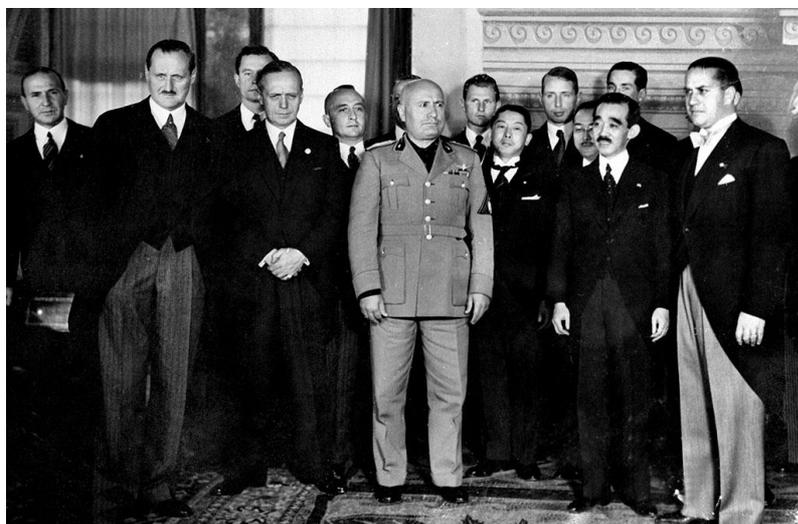
<sup>2</sup> Belgique, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas et Portugal

<sup>3</sup> Il s'agit des signataires du Traité des IX puissances auxquels se joignent également le Danemark, la Suède, le Mexique, la Bolivie, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Canada, la Norvège, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'URSS qui intègre pour la première fois une telle conférence internationale pour les questions d'Extrême-Orient.

Le conflit actuel a été provoqué par le gouvernement chinois, qui depuis de nombreuses années s'est engagé dans une politique nationale qui diffuse des sentiments antijaponais et encourage des mouvements antijaponais en Chine, et qui, en collusion avec des éléments communistes, menacent la paix dans l'est de l'Asie par leurs actions virulentes contre le Japon.<sup>4</sup>

Voilà synthétisé l'essentiel de l'argumentaire japonais : l'intervention militaire en Chine est une mesure défensive contre la politique antijaponaise du gouvernement chinois. Elle vise à rétablir l'ordre en Chine, stabiliser l'ensemble de la région et faire barrage au communisme.

L'Allemagne décline également l'invitation, mais chacun sait qu'elle ne se désintéresse pas du conflit et qu'elle est active en sous-main. Il s'agit pour elle de faire échec à toute politique collective. L'Italie semble faire son jeu, comme tend à le laisser supposer l'attitude de ses représentants à la conférence, ceux-ci bloquant toute mesure concrète, préconisant des pourparlers directs entre Tokyo et Nankin.



Réception au Palazzo Venezia de Rome lors de l'adhésion de l'Italie au pacte anti-Komintern, le 6 novembre 1937. On reconnaît notamment : Benito Mussolini (au centre), Joachim von Ribbentrop (à sa droite), Masaaki Hotta, ambassadeur du Japon (à sa gauche) et Galeazzo Ciano (à l'extrême droite)

Les débats ont à peine commencé que, coup de théâtre, l'Italie annonce son adhésion au pacte anti-Komintern signé l'année précédente entre l'Allemagne et le Japon. Se dessine alors l'alliance entre les trois puissances du futur axe Rome-Berlin-Tokyo de septembre 1940. Les Soviétiques pourront dès lors interpréter chaque prise de position timorée vis-à-vis de celles-ci comme un blanc-seing à ces nations qui lui sont ouvertement hostiles. Ils ne cachent pas leur volonté

d'opposer une résistance au Japon (diplomatique, économique ou militaire), mais sont paralysés par leur situation intérieure et l'épuration en cours dans l'armée<sup>5</sup>. Par ailleurs, ils sont trop préoccupés par le développement allemand en Europe pour s'engager en Extrême-Orient.

Pour l'URSS, la participation à la conférence s'accompagne donc de désillusions. Il n'est pas déraisonnable d'envisager, comme le suggère Pierre Grosser<sup>6</sup>, que ces négociations sur l'Asie furent un prélude au pacte germano-soviétique. La passivité franco-anglaise ne pouvait inciter les Soviétiques à envisager l'avenir avec optimisme.

<sup>4</sup> Réponse du gouvernement japonais du 27 octobre 1937, à l'invitation du gouvernement belge dans : *The conference of Brussels, 1937*, United States Government Printing Office, p. 9-10

<sup>5</sup> Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, tome 8, Paris, Hachette, 1994, p. 689

<sup>6</sup> Voir Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie : une autre vision sur le 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2017

La France et la Grande-Bretagne ont également les yeux fixés sur la situation européenne et s'inquiètent plus de l'évolution de la guerre civile espagnole et de la formation de l'Axe que de la guerre en Extrême-Orient.

Les États-Unis, qui se relèvent peu à peu du krach boursier de 1929, se limitent à des protestations formelles, probablement parce qu'ils ne veulent pas compromettre leurs échanges commerciaux avec le Japon, dont ils sont les grands bénéficiaires<sup>7</sup>.

La conférence prend fin sans apporter aucune satisfaction au gouvernement chinois, pas même celle d'arrêter la fourniture de crédits et de matériel de guerre au Japon. Ses conclusions se limitent à des condamnations de pure forme. Les Japonais ont donc les mains libres. Vingt jours plus tard, leurs troupes entrent à Nankin pour perpétrer le massacre que l'on connaît<sup>8</sup>, prélude à l'embrasement généralisé en Asie.

Lorsque la délégation chinoise quitte Bruxelles, c'est avec amertume mais lucidité, comme en témoigne le discours prononcé le 22 novembre par son représentant, Wellington Koo :

Les événements des dernières années dans le monde ont démontré que les hésitations et le refus de la part des puissances désireuses de maintenir le droit et l'ordre dans les relations internationales, d'y contribuer d'une manière positive par une action concertée, ont tendu à encourager plutôt qu'à mater les forces de violence et de désordre. L'absence de la volonté de mettre en œuvre par des efforts actifs, les principes de droit et de moralité parmi les nations n'a jamais manqué d'être interprété par les partisans de l'agression comme un signe de faiblesse et de crainte de la force.<sup>9</sup>

Les puissances occidentales ont échoué à s'entendre sur une action concertée. La prudence a débouché sur l'inertie et la Chine est abandonnée. Lorsqu'un peu moins d'un an plus tard, la France et la Grande-Bretagne négocient à Munich la cession des Sudètes, la même prudence laissera s'évanouir tout espoir de sécurité collective.



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*

<sup>7</sup> Les exportations américaines vers le Japon ont crû de 63,5 % entre octobre 1936 et octobre 1937

<sup>8</sup> [http://www.auschwitz.be/images/expertises/2017-van\\_praag-nankin.pdf](http://www.auschwitz.be/images/expertises/2017-van_praag-nankin.pdf)

<sup>9</sup> *Le Soir* du 24 novembre 1937